

L'historien éclaire-t-il le présent ?

Entretien avec Thomas J. Sugrue

Thomas GRILLOT et Pauline PERETZ

En quoi l'Histoire est-elle pertinente pour comprendre les débats actuels sur la race, les inégalités économiques ou bien encore le récit national ? Thomas Sugrue, historien renommé, spécialiste des crises urbaines et de la ségrégation, insiste sur la valeur de la passion et d'un travail de recherche minutieux. Les historiens peuvent et doivent s'engager dans le débat public, mais selon leurs propres termes.

Thomas J. Sugrue est Professeur d'histoire et de sociologie, Directeur du Forum pour les sciences sociales et la politique (*Penn Social Science and Policy Forum*) à l'Université de Pennsylvanie. Spécialiste de la politique, de l'histoire urbaine et des droits civiques américains au XXe siècle, il est l'auteur de *Le poids du passé : Barack Obama et la question raciale* (Editions Fahrenheit, 2012) [*Not Even Past: Barack Obama and the Burden of Race*, Princeton University Press, 2010)], *Sweet Land of Liberty: The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North* (Random House, 2008). Son premier livre, *The Origins of the Urban Crisis* (Princeton University Press, 1996), a gagné le prix Bancroft en Histoire américaine, the prix Philip Taft en Histoire du travail ; il a été récompensé par l'Association d'histoire sociologique, ainsi que par l'Association d'histoire urbaine comme meilleur livre en histoire urbaine américaine. Une nouvelle édition de ce livre, accompagnée de l'analyse de la crise urbaine par Thomas Sugrue, vient tout juste d'être publiée¹. Dans l'entretien qui suit, il réfléchit au défi que représente et qu'apporte l'étude de l'Histoire récente ainsi que ce que signifie être un historien sur la scène publique.

Écrire sur les mouvements sociaux – la perspective de la longue durée

La Vie des Idées : Vous faites partie d'une génération d'historiens qui ne fut pas directement impliquée dans le mouvement pour les droits civiques. En quoi cela a-t-il influencé la façon dont vous abordez l'histoire de ce mouvement ?

Thomas J. Sugrue : Je suis un enfant de l'Amérique des années 1980 plus que des années 1960. J'ai commencé à étudier à l'Université de Columbia, l'année où Reagan a été élu président. Le monde dans lequel s'est organisée la lutte pour l'égalité raciale me paraissait donc à la fois très éloigné et très proche. J'étais étudiant à Columbia douze ans après 1968, mais le climat politique avait profondément changé. La situation fiscale de New York était désastreuse et la ville était divisée par des luttes ethniques et raciales très vives.

Comme dans ma ville natale, à Détroit, les traces de désinvestissements massifs et l'effondrement de l'aide publique aux villes était visible. Être étudiant à ce moment précis m'a incité à repenser le long processus de l'histoire des villes américaines ainsi que l'histoire du libéralisme, mais aussi l'histoire du conservatisme moderne, puisque ces deux histoires devaient être racontées ensemble. La plupart des travaux publiés dans les années 1970 sur ces

¹ <http://press.princeton.edu/titles/10233.html>

questions avaient une vision internaliste des choses et se focalisaient sur la prétendue « faillite du libéralisme », comme si la crise que connaissait le libéralisme était due à des raisons endogènes plutôt qu'exogènes. Mes recherches sur la race, l'économie politique, l'Amérique métropolitaine – toutes les questions qui m'ont intéressé pendant pratiquement toute ma carrière – sont nées de mon expérience sur le terrain, celle d'un enfant vivant à Détroit et dans les banlieues de la ville mais aussi celle de l'étudiant vivant à New York à une époque difficile.

J'en suis venu au sujet de ma thèse, qui a ensuite donné lieu à mon livre, *The Origins of the Urban Crisis*, parce que j'avais le sentiment qu'il n'y avait pas beaucoup de bons écrits sur l'histoire des villes américaines de la seconde moitié du XX^e siècle. De fait, dans les années 1980, l'historiographie sur la période postérieure au New Deal n'était pas de bonne qualité. La plupart des travaux de recherche étaient des biographies politiques ou des histoires de guerre et de diplomatie, ainsi qu'un petit nombre croissant de travaux sur le mouvement pour les droits civiques. La plupart des histoires des années 1960 étaient écrites par ceux qui y avaient participé, par les gens qui voulaient rendre hommage ou critiquer la trajectoire des mouvements de gauche. La plupart de ces histoires étaient profondément influencées par la rencontre avec le mouvement pour les droits civiques ou par leur rôle au sein de la Nouvelle gauche. Il y avait de bons livres, comme *Making the Second Ghetto* d'Arnold Hirsch, publié en 1983², sur Chicago. Ce livre était très avant-gardiste. En le relisant aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il est d'une très grande pertinence. De nombreux historiens qui écrivent aujourd'hui sont aux prises avec les mêmes questions que se posait Hirsch à son époque.

Les travaux qui ont formé le cadre historiographique plus large qui était le mien, émanaient pour la plupart de sociologues ou de certains économistes qui s'intéressaient à ce que l'on appelait les « classes inférieures ». Les sociologues qui venaient de la gauche, au sens large du terme, avaient commencé à explorer les problèmes de concentration et de persistance de la pauvreté urbaine, mais l'histoire qu'ils convoquaient dans leurs travaux n'était pas à la hauteur. Je pense au livre de Barry Bluestone sur la désindustrialisation ; il commence dans les années 1970 comme si la désindustrialisation³ n'était que le produit de la crise économique mondiale qui caractérise la décennie. Pour moi, ce ne semblait pas juste. Je pense aussi au livre de William Julius Wilson, *The Truly Disadvantaged*, qui est sorti en 1987 alors que je commençais à mettre tout en place pour ma thèse de doctorat⁴. Le livre était sur Chicago et partait du principe que l'histoire des villes américaines n'avait commencé à changer radicalement qu'en 1973. Pour Wilson, il y avait plusieurs forces à l'œuvre au même moment : la montée de la discrimination positive et la naissance d'une classe moyenne noire qu'il voyait se détacher progressivement du centre-ville, la fuite de l'industrie hors de Chicago, et les transformations dans la structure de la famille afro-américaine. Il a combiné ces trois facteurs dans son analyse du destin des villes américaines que beaucoup trouvaient très convaincante. Mais à nouveau, en tant qu'historien je savais que cela n'était pas suffisant. Cela m'a amené à remonter encore plus loin dans le passé. Il faut replacer les événements des années 1960 et 1970 dans un contexte plus large, en prêtant attention aux institutions politiques américaines, à la construction des concepts de race et d'identités et leur influence sur la politique, ainsi qu'à la reconfiguration très significative de l'industrie et de la technologie américaine au cours de la période suivant la Seconde Guerre mondiale.

² Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto. Race and Housing in Chicago 1940-1960* (Chicago, Chicago University Press, 1983).

³ Barry Bluestone and Bennett Harrison. *The Deindustrialization of America*, (New York: Basic Books, 1982).

⁴ William Julius Wilson, *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy* (Chicago, Chicago University Press, 1987).

La Vie des Idées : Qu'est-ce qui a manqué aux sociologues précisément ?

Thomas J. Sugrue : Le travail des sociologues et des historiens du droit sur la question raciale repose sur un présupposé binaire concernant les droits civiques : comme un choix entre la ségrégation et l'intégration, entre le *de jure* et le *de facto*, entre le Nord et le Sud. Ce cadre d'analyse est trop simpliste. L'histoire des droits civiques ne concerne pas seulement l'histoire du sud des États-Unis. Lorsqu'on étudie le nord des États-Unis, on observe des similarités entre ces régions, l'inégalité raciale et le combat contre celle-ci apparaissent alors dans la longue durée. C'est une histoire qui a commencé dans le passé bien avant les années 1950 et qui s'est poursuivie bien au-delà des années 1960.

Mon plus grand défi était de remettre en cause la vision binaire entre le Black Power et les mouvements non-violents pour les droits civiques. L'opinion dominante est que le mouvement était par essence non violent, mais en tant qu'historien, cette idée ne me convient pas. La lutte des Noirs pour les droits civiques et la liberté est un phénomène complexe. Cette lutte pour l'égalité raciale a pris de nombreuses formes. Presque toutes celles et ceux qui étaient impliqués dans le mouvement pour les droits civiques recouraient à l'improvisation quant aux tactiques qu'ils utilisaient. La non-violence représentait une tactique, mais si cela ne fonctionnait pas, les activistes se tournaient vers d'autres tactiques, y compris des formes de protestation pouvant mener à plus de désordre. L'intégration était un objectif, mais pour la plupart des activistes, cela n'était pas une fin en soi. C'était très clair dans le Nord, mais aussi au Sud – comme le montrent de nouveaux travaux de recherche. Les activistes étaient prêts à essayer des choses différentes à différents moments. Lorsque je faisais des recherches dans le Nord, j'ai découvert que de nombreux défenseurs des droits civiques qui appelaient à l'intégration raciale dans l'éducation, voyant que rien n'avait changé en un an ou deux, se sont tournés vers d'autres stratégies. Ils ont commencé à demander à ce que les écoles soient sous contrôle communautaire, parce que leur intention n'était pas l'intégration en soi, mais le fait d'obtenir de meilleures écoles pour leurs enfants. Toutes les distinctions binaires opérées par les sciences sociales et les autres disciplines ne permettent pas rendre compte des expériences de celles et ceux qui ont pris part à la lutte pour les droits civiques.

Au-delà de l'héroïsme et du triomphalisme

La Vie des Idées : Vous avez grandi dans une Amérique multiculturelle, dans un environnement académique où dominait le politiquement correct dans les années 1980, vous êtes blanc, vous êtes un homme... Toutes ces caractéristiques font que vous faites partie d'un groupe dominant. Dans quelle mesure le fait d'être un universitaire blanc influence-t-il votre approche de l'historiographie ?

Thomas J. Sugrue : Lorsque j'ai commencé à écrire sur l'histoire raciale des États-Unis, je savais que certains ne seraient pas réceptifs à mes idées en raison de leurs idées politiques sur les questions raciales. Les critiques les plus virulentes de mon travail sur les droits civiques ont été formulées par les activistes blancs – de la génération des années 1960 pour la plupart – qui rejettent le Black Power et pensent que les États-Unis étaient en marche vers le progrès grâce au pouvoir moral véhiculé par la lutte pacifique pour la liberté et sa capacité à gagner le cœur et l'esprit des Américains blancs. Selon eux, les États-Unis auraient été un pays vraiment intégré si ces activistes du Black Power n'avaient semé le trouble et n'étaient pas apparus à la fin des années 1960. Ils ont tort. Ils ne comprennent pas ce qu'est et ce que fut le

Black Power, ils ne comprennent pas la diversité des courants qui ont influencé la lutte des Afro-Américains pour la liberté.

La peur du désordre fut cruciale dans la façon dont les élus, au niveau local comme au niveau fédéral, ont répondu aux demandes en faveur de droits civiques. John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson n'ont pas décidé d'avancer sur la question de la politique raciale parce qu'ils étaient inspirés par les manifestations non-violentes ; ils ont décidé des changements parce qu'ils étaient inquiets du déclin de l'image des États-Unis dans le monde. Ils ont agi parce qu'ils croyaient que les États-Unis allaient plonger dans une guerre raciale. L'agitation dans les villes et les émeutes qui ont commencé en 1963 étaient selon eux la preuve que l'Amérique allait exploser. Ils craignaient des débordements, que l'ordre soit menacé. Par conséquent, la distinction entre mouvement non-violent et Black Power n'est pas pertinente comme outil d'analyse. Mais nombreux sont ceux qui refusent d'abandonner cette vision des choses.

L'ennui, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes spécialistes du Black Power qui s'en font une idée romantique. Le Black Power a eu du succès parce qu'il menaçait l'ordre social établi aux États-Unis. Mais le mouvement était fragmenté, décentralisé, il n'était pas vraiment bien organisé. Il reposait souvent sur des cadres politiques étriqués, qui idéalisait le pouvoir local et s'ancrait dans une vision individualiste de la race et des inégalités. De bien des façons, le Black Power était un mouvement typiquement américain. À la fin des années 1960, les activistes du Black Power ont trouvé des alliés politiques surprenants, y compris à droite de l'échiquier politique. Nixon soutenait l'auto-détermination économique des Noirs et a fait entrer des activistes des droits civiques, anciens et actuels, dans son administration. De nombreux dirigeants d'entreprises ont fait la paix de leur côté avec certains leaders du Black Power ; ils pensaient que faire des affaires avec des Noirs était un moyen de racheter le mécontentement et de protéger leurs propres investissements. Les activistes du Black Power voulaient de l'argent pour soutenir leurs initiatives sociales locales. Il y avait beaucoup de tensions et de contradictions au sein du mouvement Black Power. Les activistes noirs étaient divisés – ils étaient marxistes, trotskystes, ils étaient maoïstes, conservateurs sur le plan économique et sur les questions de genre. Les comprendre comme un groupe unique c'est ignorer cette diversité.

Mon plus grand défi en tant qu'historien du mouvement pour les droits civiques ne tient pas à mon identité, mais plutôt au fait que mon travail de chercheur remet en cause la façon dont les Américains blancs et noirs se sont appropriés l'histoire de ce mouvement à leur propre avantage. Le fait que l'histoire des droits civiques soit racontée de cette manière s'explique de deux façons : la première tient à l'image que l'Amérique blanche a d'elle-même depuis les années 1960 (la vision triomphaliste) et l'autre à la façon dont l'Amérique noire envisage cette histoire comme une ressource (la vision héroïque). De nos jours, l'Amérique blanche se perçoit très largement comme indifférente à la couleur de peau (*colorblind*), comme dépourvue de conscience raciale ou identitaire, comme ayant embrassé pleinement les objectifs du mouvement pour les droits civiques. Pour ces Américains blancs, l'histoire des États-Unis se confond avec l'histoire du progrès, depuis le péché originel de l'esclavage et de l'injustice raciale jusqu'au jour nouveau où triomphent la soi-disant indifférence à la couleur de peau et l'égalité des chances. Cette histoire est également liée à un autre récit fondamental de l'Amérique – une compréhension très religieuse de l'histoire américaine – que le mouvement pour les droits civiques reproduit parfaitement : celui de la souffrance rédemptrice, du martyr et de la victoire sur le péché.

Pour les Afro-américains, cette histoire prend une dimension héroïque, celle d'un groupe qui se bat contre des siècles d'oppression, mené par des leaders charismatiques qui ont la volonté de créer un sentiment identitaire commun afin de rassembler les gens, de se battre pour finalement remporter la victoire. Lorsque j'ai commencé à écrire ma propre histoire des droits civiques, je savais que si cette histoire n'avait pas de héros, le livre n'attirerait pas un lectorat très nombreux ; j'ai donc sélectionné des activistes très connus mais aussi, souvent, d'autres totalement inconnus, et j'ai inséré leur histoire au milieu de mon récit. Cependant mon histoire est bien plus pessimiste que le récit héroïque. Les changements sont très longs à arriver et l'injustice raciale est profondément ancrée aux États-Unis.

L'une des citations les plus courantes que l'on trouve dans l'histoire des droits civiques est que « l'arc de la morale universelle tend vers la justice ». C'est la vision qu'ont les journalistes lorsqu'ils écrivent sur le mouvement pour les droits civiques, c'est de cette façon aussi que les historiens et le public commémorent ce mouvement. C'est pour cela que son histoire est si puissante pour de nombreux Américains. C'est un beau récit, mais il ne tient pas compte des tragédies, des pertes et des échecs de l'histoire raciale américaine. L'arc de la morale universelle dévie souvent – et lorsqu'il est question de race aux États-Unis, il tend souvent vers l'injustice.

L'histoire comme synthèse

La Vie des Idées : Lorsque vous avez décidé du cadrage de votre livre suivant, *Sweet Land of Liberty*, et que vous avez décidé que le point de vue narratif serait celui du Nord, est-ce que vous aviez le sentiment de faire partie de cette nouvelle histoire des droits civiques et du conservatisme, encore émergente à l'époque ?

Thomas J. Sugrue : Je n'aurais pas pu écrire mon livre sans plusieurs études monographiques sur le mouvement pour les droits civiques effectuées à Philadelphie par Matthew Countryman⁷, dans le New York de l'après Seconde Guerre mondiale par Martha Biondi⁸, et à Milwaukee par Patrick Jones¹⁰. Leur travail a permis de réorienter ce champ d'étude et de définir la place que j'y occuperai. Mais j'ai toujours essayé d'écrire des livres qui font le lien entre divers sous-champs disciplinaires. J'écris sur le libéralisme, le conservatisme, l'histoire urbaine, l'économie politique et le travail. Je suis profondément influencé par le travail des spécialistes de tous ces sous-champs disciplinaires. Dans *The Origins of the Urban Crisis*, j'écris simultanément sur la politique fédérale du logement, les logiques politiques des partis locaux, le United Automobile Workers¹¹, les politiques d'entreprise qui ont conduit aux changements technologiques et à la désindustrialisation, ainsi que sur l'adaptation du libéralisme à l'échelle nationale autour de la question raciale. Mon approche est de rassembler tous ces éléments dans un cadre synthétique, de les envisager comme étant constitutifs les uns des autres. De la même manière, dans mon deuxième ouvrage, *Sweet Land of Liberty: The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, l'un des fils directeurs est mon intérêt pour le American Political Development (APD)¹² et les

⁷ Matthew J. Countryman, *Up South. Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, University of Pennsylvania Press, 2006.

⁸ Martha Biondi, *To Stand and Fight: The Struggle for Civil Rights in Postwar New York City*. Cambridge: Harvard University Press, 2003.

¹⁰ Patrick D. Jones, *The Selma of the North: Civil Rights Insurgency in Milwaukee*. Harvard University Press, 2009

¹¹ United Automobile Workers est l'un des plus importants syndicats de travailleurs aux États-Unis. NDT

¹² L'American Political Development (APD) est un sous-champ disciplinaire des études politiques aux États-Unis, consacré à l'étude historique des mouvements politiques américains. NDT

politiques institutionnelles. L'histoire que je raconte n'est pas simplement l'histoire des mouvements populaires à l'échelle de la rue, mais aussi celle du pouvoir législatif des États, du Congrès, de la présidence, de la façon dont les politiques fédérales ont façonné et limité les options possibles pour les activistes étatiques et locaux, et de la façon dont ces activistes furent capables de mettre la pression sur les responsables politiques à tous les niveaux. Pour moi, tout cela fonctionne comme une boucle et non comme une histoire qui irait du haut vers le bas ou du bas vers le haut. Cela reflète mon intérêt pour les travaux importants de certains chercheurs qui étudient le American Political Development (APD), l'histoire et les sciences politiques, ainsi que la sociologie.

Essayer d'intégrer tous ces divers éléments implique que l'on ressent parfois le besoin d'ajouter un chapitre ou deux à son propre travail. Si je devais réécrire *Origins of the Urban Crisis*, je passerais plus de temps à parler du système éducatif public. Je me concentrerais plus sur l'histoire des banlieues. Un exemple qui montre les bienfaits de cette approche est celui du livre de Robert Self sur Oakland et la East Bay en Californie, qui s'intéresse, comme le faisait déjà *Origins*, à la question raciale et à l'économie politique, mais qui élargit l'analyse en intégrant la région d'Oakland tout entière, et non pas simplement la ville. À l'inverse, *Sweet Land of Liberty*, où je passe beaucoup de temps à parler du système éducatif public, est trop long. Quand je l'ai écrit, je ressentais le devoir d'écrire une histoire très complète ; je pense désormais qu'une version plus courte et plus analytique du livre serait nécessaire.

Mon livre sur Barack Obama et la question raciale est plus récent, mais j'ai déjà pu réfléchir à certains aspects que j'aurais pu mieux développer. C'est une biographie du premier président américain noir. Le livre raconte aussi l'histoire de la transformation des idées et des pratiques autour de la question raciale au cours de la vie d'Obama, des années 1970 aux années 2000, ainsi que l'histoire des réponses sociales, scientifiques et politiques face à l'écroulement des économies politiques et aux inégalités raciales. C'est une façon pour moi de relier les problématiques de mes deux premiers livres et de montrer comment, dans l'ère prétendument post-raciale de l'Amérique du XXI^e siècle, certaines des structures raciales les plus ancrées que je décrivais continuent de façonner la vie des Américains. Obama est une figure qui ne peut se comprendre en dehors de l'histoire des droits civiques aux États-Unis, mais même si nous aimons le comparer à Martin Luther King, c'est un homme qui n'a pratiquement pas passé de temps dans le Sud avant de se lancer dans une carrière politique, qui a grandi à Hawaï avant de se former à New York et à Chicago surtout. Obama est devenu un activiste et un politique dans le Nord urbain. On ne peut le comprendre en dehors de ce contexte.

Aujourd'hui, je pousserais plus loin mon argument sur Obama. Comme Andrew Diamond l'a montré dans son compte rendu de mon livre¹⁴, je n'ai pas assez parlé d'Obama et du néolibéralisme. Chicago est un terrain d'étude parfait pour explorer ce lien. Obama a pu s'imposer sur la scène nationale grâce à l'appui financier et au soutien de l'élite financière et foncière de Chicago. Sans eux, il serait resté un obscur sénateur ou bien un élu local de l'Illinois. Pour comprendre la politique d'Obama et sa réponse à la crise économique, il faut aussi comprendre son engagement avec le versant le plus libéral de l'École économique de Chicago. Je suspectais déjà fortement, lorsque j'écrivais ce livre, que c'était un démocrate centriste, à l'image de Clinton, mais je n'ai pas défendu cet argument aussi fort que je le ferais si je devais réécrire le livre aujourd'hui.

¹⁴ <http://www.booksandideas.net/Color-Blindness-and-Racial.html>

Ne pas perdre de vue la vision globale

La vie des idées : votre analyse de la trajectoire géographique d'Obama reflète, en un sens, votre vision de l'histoire nationale américaine : l'idée qu'il faut toujours, surtout lorsque l'on discute de questions raciales, garder en tête une vision globale des choses, le cadre national, et non pas être obsédé par le Sud. Êtes-vous d'accord pour dire que c'est probablement là votre contribution majeure comme chercheur et historien ?

Thomas J. Sugrue : Pratiquement tout au long du siècle dernier, les chercheurs écrivaient comme si le Nord *était* les États-Unis et le Sud une exception. Je ne suis pas l'un de ces chercheurs qui pensent que les distinctions entre régions sont totalement floues. Je respecte les études de cas qui font ressortir les différences régionales et locales. Mais comprendre la question raciale et les inégalités aux États-Unis nécessite une approche nationale. Il faut résister à la tentation de présenter les problèmes raciaux comme étant uniquement le résultat de la mise en place spécifique du système formel et systématique des lois Jim Crow dans un Sud délimité par la ligne Mason-Dixon. Bien évidemment, le Nord et le Sud étaient différents. Il y avait plus de violence meurtrière contre les Afro-Américains lorsque les lois Jim Crow dominaient dans le Sud au cours des premières décennies du XXe siècle que dans le nord. Les Afro-Américains n'avaient pas le même accès au vote dans le Nord et dans le Sud, et par conséquent leur trajectoire politique était bien différente jusqu'au Voting Rights Act de 1965. Mais il y a aussi de très nombreux points communs entre le Nord et le Sud : la discrimination et la ségrégation systématiques dans tous les domaines de la vie publique, y compris dans l'éducation, le logement, les lieux publics, les cinémas, les restaurants, les hôtels. Il n'y a que dix à quinze années d'écart entre le moment où le Nord abandonne la ségrégation dans ces lieux et le moment où le Sud le fait.

Après les années 1960, de nombreux schémas de la ségrégation dans le Nord deviennent courants dans le Sud. Lorsque les écoles officiellement ségréguées du Sud disparurent, le Sud a adopté le système du Nord et ses écoles soi-disant de quartiers. Tant que les gens vivaient dans des quartiers racialement homogènes, leurs enfants allaient dans des écoles tout aussi homogènes. Ces convergences indiquent qu'il faut inscrire nos analyses sur la race et l'économie politique dans un cadre national.

De même, les histoires urbaines sont à la fois locales, régionales et globales. La transformation raciale du marché du logement à Détroit et le déclin de l'emploi dans l'industrie automobile sont des histoires nationales et internationales. Le déplacement de l'industrie automobile dans le sud et vers l'ouest – à la recherche de réglementations moins lourdes, de taxes et de salaires moins élevés – est une histoire qui a façonné Memphis, Phoenix et Los Angeles tout autant que Détroit. Ce qu'on appelle la Rust Belt et la Sun Belt ne peuvent se comprendre indépendamment l'une de l'autre. Elles s'expliquent par la même évolution macroéconomique.

Comment être un intellectuel public

La vie des idées : Vous aimez rappeler que vous vous considérez comme un intellectuel public. Votre façon passionnée de parler montre votre engagement pour certains sujets et auprès de votre public, comme si vous deveniez l'un de ces prêcheurs des droits civiques qui constituent les personnages de vos livres. Est-ce qu'il y a un lien entre ces deux façons d'exister sur la scène publique et le fait d'être historien ?

Thomas J. Sugrue : Pour ce qui est de ma façon de parler, je viens d'une famille irlando-américaine et j'ai hérité de mes grands-parents, et de mon père en particulier, la tradition de raconter des histoires avec panache. Mais au delà de mon histoire familiale, je parle souvent de ces sujets avec passion parce que ce sont des sujets importants. En tant que professeur, j'ai également appris que transmettre cette passion aux étudiants était un bon moyen de capter leur attention. Parfois aussi, cela permet aux gens qui ont besoin d'écouter d'être encore plus attentifs. Aucune tradition religieuse ne m'a influencé. J'ai été élevé comme un catholique, au sein d'une Église qui ne valorise pas l'art oratoire, même dans le cas des homélies. Les bons sermons sont très rares dans les églises catholiques aux États-Unis. Peut-être que de manière inconsciente j'ai été influencé par les prêcheurs noirs. J'ai assisté à de nombreux services religieux de diverses confessions et, en tant que chercheur, j'ai lu les transcriptions et écouté les enregistrements des sermons de Martin Luther King Jr, du révérend C.L. Franklin, un prêcheur Afro-Américain très influent et le père de la chanteuse Aretha Franklin, et du révérend Jeremiah Wright, le pasteur de Barack Obama – ainsi que ceux d'autres personnages moins connus. Peut-être ai-je appris certains éléments de style à lire leurs écrits ou à écouter les enregistrements de leurs discours et de leurs prêches.

Cependant ma passion vient en grande partie du fait que je n'ai pas peur d'être politiquement incorrect ou de me lancer dans des débats essentiels à l'Amérique d'aujourd'hui. J'écris l'histoire en gardant un œil sur le présent. Tracer une ligne imaginaire étanche entre le passé et le présent pose un véritable problème lorsqu'il s'agit d'écrire l'histoire, et en particulier l'histoire récente. Il y a tellement de cas où l'histoire est mal utilisée ou mal comprise qu'en tant que chercheur j'ai la responsabilité d'essayer de comprendre les choses correctement, surtout lorsque je m'adresse à un public qui dépasse le petit groupe de spécialistes du monde académique. Lorsqu'un historien donne le meilleur de lui-même, sa façon d'écrire doit intéresser un public éduqué. À l'époque de l'hyper-spécialisation académique, de moins en moins de chercheurs en sont capables. Mais ceux qui savent le faire doivent essayer de peser dans le débat public.

J'ai aussi suscité l'intérêt du public autrement. J'ai écrit pour des publications non-académiques, pas nécessairement pour accroître ma réputation académique ou faire avancer ma carrière, mais pour diffuser auprès d'un public plus large certaines des découvertes faites au cours de mes recherches. Je fais régulièrement des entretiens à la radio ou à la télévision. L'année dernière, lorsque Détroit a fait faillite, de nombreux journalistes ont eu recours, parce qu'ils avaient peu de temps pour travailler, à des clichés sur l'histoire de la ville que j'ai systématiquement dénoncés dans mes travaux. Les écrits de beaucoup de journalistes étaient fondés sur une compréhension simpliste de Détroit, selon laquelle la ville s'était bien portée jusqu'à son déclin brutal en raison des violences urbaines, ou bien encore que la ville avait fait faillite à cause de la corruption. J'ai parlé à tous les journalistes qui m'ont appelé parce que je voulais qu'ils comprennent bien les choses. Je pense que cela a permis d'améliorer la couverture médiatique sur Détroit à un moment critique.

J'ai également écrit des rapports comme expert dans des cas de litige sur les droits civiques ; le premier dans le cadre du procès sur la discrimination positive à l'Université du Michigan, qui est remonté jusqu'à la Cour Suprême en 2003, et l'autre dans le cas d'un procès concernant les droits civiques à Euclid, une banlieue de Cleveland dans l'Ohio. Cette dernière affaire était intéressante : la plupart des procès sur les droits civiques concernent le Sud. Les Afro-Américains à Euclid, dans l'Ohio, représentaient un tiers de la population mais n'étaient

représentés dans aucune des instances dirigeantes locales. D'une certaine manière, en raison du processus accusatoire, ces rapports m'ont conduit à produire le travail scientifique le plus rigoureux de toute ma carrière. Mais il y a des limites. On m'a récemment demandé de devenir expert pour une affaire qui aurait pu être lucrative mais qui m'aurait obligé à compromettre certains de mes principes. J'ai donc refusé l'offre. Il y a dix ans, une entreprise de tabac m'a contacté pour que je leur serve d'expert en histoire dans un procès. Des historiens de grand renom ont accepté de faire ce genre de travail mais c'est là une véritable forme de prostitution intellectuelle : il s'agit de vendre sa renommée scientifique au prix d'une déformation ou d'une mauvaise utilisation de nos compétences scientifiques.

J'ai également siégé au conseil de certaines organisations à but non lucratif à Philadelphie, ainsi qu'au conseil de certaines associations scientifiques, parce que mon expertise en tant qu'historien et urbaniste pouvait être mise à profit, surtout dans le cas de questions tournant autour des inégalités raciales. Ici encore, cela paraissait naturel compte tenu des problématiques qui m'ont occupé la plus grande partie de ma carrière.

J'ai eu l'impression que ma carrière prenait tout son sens en 2012-2013 lorsque la question des droits civiques autour de la mort de Trayvon Martin était de nouveau dans l'air, lorsque Détroit a fait faillite et lorsque le président Obama s'est mis à parler beaucoup plus des questions raciales qu'il ne l'avait fait au cours de son premier mandat de président. Quand j'ai publié *Origins of the Urban Crisis* en 1996, je ne m'attendais pas à être encore invité à parler de Détroit plus de 15 ans plus tard – du moins pas à l'échelle nationale. Je ne pouvais pas prévoir la faillite de Détroit, même si cela avait l'air d'être en quelque sorte couru d'avance. J'avais le sentiment qu'il était de ma responsabilité d'utiliser mes connaissances de chercheur sur toutes ces questions. Cela ne veut pas dire que je crois qu'il n'y ait qu'une seule façon d'être un intellectuel engagé. Il n'y a pas de modèle unique. Mais plus encore, je ne pense pas que l'on doive assumer ce rôle d'intellectuel sur la scène publique uniquement en raison de son caractère ou bien de la nature de ses recherches. L'autre limite est l'incapacité – et de fait la méfiance – des historiens à faire des prédictions sur le futur. Les historiens devraient être humble lorsqu'il s'agit de projeter vers l'avenir des choses apprises du passé parce que l'histoire est pleine de fausses prédictions. L'histoire est contingente. Voilà un exemple du type de contingence dont je parle : en 1971, la Brookings Institution, un important think-tank américain, a prédit que les villes américaines auraient des problèmes dans le futur. Ils avaient à moitié tort et à moitié raison. Selon eux, les villes les plus « en difficulté » étaient Détroit et Boston. Sous certains aspects, Boston allait bien plus mal que Détroit pendant très longtemps. C'était une ville industrielle de deuxième rang qui avait perdu son standing et beaucoup d'emplois depuis les années 1920, alors que Détroit était en pleine ascension. Qui aurait prédit que Boston deviendrait le centre High-tech du Nord-Est, l'une des villes les plus riches des États-Unis, un aimant pour les migrants du monde entier ? Les économistes sont particulièrement connus pour faire des prédictions assurées de ce qui va se passer l'année ou le mois prochains. La plupart du temps, lorsqu'ils ont tort leurs fautes sont oubliées. Mais en tant qu'historiens, on n'oublie pas les mauvaises prédictions.

Si je n'aime pas à prédire le futur, je n'ai aucun problème à parler du présent et de la façon dont l'histoire le façonne. Je veux bien parler de la façon dont les Américains de nos jours parlent d'indifférence à la couleur de peau, alors qu'ils vivent dans un monde qui est encore profondément structuré par les critères raciaux ; je veux bien critiquer la façon dont les Américains préfèrent donner des explications individualistes plutôt que systémiques ou structurelles aux inégalités raciales. Je veux bien aussi déployer le scepticisme de l'historien concernant les prédictions sur le futur des États-Unis. Certains démographes prédisent qu'en

2040, les États-Unis ne seront plus une nation à majorité blanche. Si l'on observe la trajectoire de la croissance de la population selon la race et l'ethnicité au cours de ces trente dernières années, ce n'est pas improbable. Mais si l'on observe la façon dont les catégories raciales ont été construites par le passé aux États-Unis, où être blanc est une catégorie malléable, flexible, qui sait qui nous appellerons les Blancs en 2040 ? Les immigrants mexicains des deuxième et troisième générations se marient rapidement avec des descendants d'Européens. Être « blanc » change progressivement de sens. Par conséquent, en tant qu'historien, la seule chose que je puisse dire est celle-ci : ma boule de cristal est opaque.

La Vie des Idées : Pour en revenir à votre travail d'historien, sur quoi travaillez-vous en ce moment ?

Thomas J. Sugrue : Je suis en train d'achever une histoire de l'Amérique du XX^e siècle, que je co-signe avec Glenda Gilmore, qui enseigne à Yale. C'est une longue histoire du XX^e siècle, qui va de 1890 à 2008 et envisage le passé selon une approche à la fois *top-down* et *bottom-up*, en conviant à la fois les hautes sphères de la politique et les mouvements populaires. J'ai commencé ma carrière par l'histoire sociale, mais je suis de plus en plus intéressé par la politique. Je pense que ces deux domaines sont totalement inséparables l'un de l'autre. Nous devons comprendre comment les gens vivaient, ressentaient leur vie et lui donnaient sens, mais aussi en quoi leur vie était façonnée par les politiques nationales et l'ordre économique international. Je travaille aussi sur une histoire de l'immobilier, l'une des industries les plus importantes du XX^e siècle aux États-Unis. Et pourtant il y a très peu de livres sur le sujet, sauf des études de cas locales. Je m'intéresse à l'histoire de l'immobilier comme faisant partie intégrante de l'histoire du capitalisme aux États-Unis. J'analyse l'industrie de l'immobilier en tant qu'acteur politique, en particulier au moment du New Deal, ainsi que la façon dont les experts de l'immobilier ont utilisé des systèmes sociaux scientifiques de classification et d'évaluation. J'explore aussi l'impact de l'industrie de l'immobilier sur la vie quotidienne aux États-Unis. Le patrimoine immobilier représente la source principale de richesse chez de nombreux Américains. Je vais parcourir cette histoire depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à la crise des subprimes et du financement immobilier qui a donné lieu à la catastrophe économique actuelle, laquelle représente le point de convergence de tous ces éléments en un moment critique. Les sources que j'utilise devraient m'aider à pénétrer dans la boîte noire : dans la tête des gens impliqués dans l'immobilier, depuis ceux qui achètent et vendent des logements jusqu'à ceux qui sont au sommet de la pyramide et participent à la conception de transactions colossales pour la construction de gratte-ciels ou d'ensembles résidentiels. C'est difficile : la plupart des archives des entreprises sont fermées, sauf à écrire une histoire officielle de ces entreprises. Mais ce serait là encore plus problématique que de travailler pour une entreprise de tabac !

Publié en anglais sur Books&Ideas.net, le 13 novembre 2014. Traduit de l'anglais par Cristelle Terroni, avec le soutien de la Fondation Florence Gould.

Publié dans laviedesidees.fr, le 25 mai 2016

© laviedesidees.fr